



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juillet 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 75 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Les océans et le droit de la mer : les océans  
et le droit de la mer**

### **Rapport sur les travaux du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer à sa vingt- quatrième réunion**

#### **Lettre datée du 19 juillet 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par les Coprésidents du Processus consultatif**

En application de la résolution [78/69](#) de l'Assemblée générale, nous avons été nommés à la coprésidence de la vingt-quatrième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer.

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur les travaux du Processus consultatif à sa vingt-quatrième réunion, qui s'est tenue du 18 au 21 juin 2024. Notre résumé des débats sur les questions soulevées et sur les idées suggérées par les participantes et les participants, notamment sur le thème central de la réunion, à savoir « L'océan, source d'aliments durables », constitue le document final de celle-ci.

Suivant la pratique établie, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 75 a) de l'ordre du jour provisoire.

Les Coprésidents  
(Signé) Elina Kalkku  
Viliami Va'inga Tōnē

---

\* [A/79/150](#).



## Vingt-quatrième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer

(18-21 juin 2024)

### Résumé établi par les Coprésidents

1. La vingt-quatrième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer s'est tenue du 18 au 21 juin 2024. Conformément à la résolution 78/69 de l'Assemblée générale, les débats étaient axés sur le thème « L'océan, source d'aliments durables ».
2. Les participantes et les participants étaient saisis des documents suivants :
  - a) rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer, consacré au thème central de la vingt-quatrième réunion du Processus consultatif (A/79/68) ;
  - b) organisation des travaux et ordre du jour provisoire annoté de la réunion (A/AC.259/L.24).

### Points 1 et 2 de l'ordre du jour

#### Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

3. Les Coprésidents, Elina Kalkku, Représentante permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies, et Viliami Va'inga Tōnē, Représentant permanent des Tonga auprès de l'Organisation des Nations Unies, reconduits à la coprésidence par Dennis Francis, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session, ont ouvert la réunion.
4. Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques, Stephen Mathias, la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Rabab Fatima, et le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique au Département des affaires économiques et sociales, Navid Hanif, ont fait des déclarations liminaires.
5. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire annoté et approuvé l'organisation des travaux.

### Point 3 de l'ordre du jour

#### Échange de vues général

6. Les séances plénières des 18 et 21 juin 2024 ont donné lieu à un échange de vues général. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont exprimé leur appui au Processus consultatif, en tant que cadre de débat ouvert et inclusif sur les questions relatives aux océans et au droit de la mer. Plusieurs délégations, dont un groupe d'États, ont remercié la coprésidence et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'organisation de la vingt-quatrième session du Processus consultatif. Des remerciements ont également été adressés au Secrétaire général pour son rapport sur les océans et le droit de la mer consacré au thème central de la réunion (A/79/68).
7. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, se sont félicitées de la décision d'axer les débats de la réunion sur le thème « L'océan, source d'aliments durables », estimant qu'il s'agissait là d'une occasion précieuse pour les décideurs, les scientifiques et les innovateurs de mettre en commun les connaissances, les expériences et les meilleures pratiques et de promouvoir une plus grande coopération dans ce domaine.

8. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont relevé l'importance de la pêche et de l'aquaculture dans la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur le rôle des produits de la mer comme source de nutriments essentiels et de protéines animales pour des milliards de personnes, ainsi que d'emploi et de développement économique. Il a été spécifiquement souligné que la pêche et l'aquaculture durables jouaient un rôle important dans les efforts visant à concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Mention a été faite à cet égard des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) et 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable), une délégation notant l'absence de progrès dans la réalisation de ces objectifs. Une délégation a souligné les bienfaits des aliments aquatiques pour la santé humaine, et certaines délégations ont fait remarquer que l'empreinte environnementale de ces derniers était inférieure à celle d'autres sources d'alimentation. Au-delà de la sécurité alimentaire, plusieurs délégations, dont un groupe d'États, ont dit toute l'importance de l'océan pour le bien-être social, culturel, environnemental et économique des communautés côtières.

9. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont affirmé l'importance de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en tant que cadre juridique dans lequel devaient être menées toutes les activités marines, y compris les activités liées à l'utilisation de l'océan comme source d'aliments durables, certaines délégations, dont un groupe d'États, soulignant que cette année marquait le trentième anniversaire de son entrée en vigueur.

10. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont mis en exergue les graves menaces cumulatives qui pesaient sur l'océan, notamment les effets des changements climatiques, tels que la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, les perturbations des courants océaniques, l'acidification de l'océan, la dégradation de l'environnement, la pollution marine, notamment par les déchets plastiques et le ruissellement de produits chimiques, la destruction des habitats, la perte de biodiversité, les phénomènes météorologiques extrêmes, la surpêche et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Ils ont mis en avant les incidences de ces phénomènes sur les écosystèmes marins, notamment sur la taille et la répartition des stocks, ainsi que la menace qui pèse sur la durabilité des produits de la mer et l'accès équitable à ces produits. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont estimé qu'il était essentiel de lutter contre ces menaces pour conserver des écosystèmes marins productifs, résilients et en bonne santé et, partant, pour atteindre les objectifs de développement durable. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont rappelé le récent avis consultatif rendu par le Tribunal international du droit de la mer sur le changement climatique et le droit international<sup>1</sup>, selon lequel les émissions anthropiques de gaz à effet de serre dans l'atmosphère constituaient une pollution du milieu marin au sens de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et ont souligné dans ce contexte qu'il fallait appliquer une approche de précaution lors des activités océaniques afin de prévenir les dommages environnementaux.

11. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont dit qu'il fallait adopter des pratiques de pêche et d'aquaculture durables ; appliquer une approche écosystémique ; adopter une approche efficace, intersectorielle et intégrée de la gestion de la pêche et de l'aquaculture, en associant tous les acteurs concernés et en

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Advisory\\_Opinion/A31\\_avis\\_cons\\_21.05.2024\\_orig.pdf](https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Advisory_Opinion/A31_avis_cons_21.05.2024_orig.pdf).

tenant compte de l'ensemble de la chaîne de valeur, de la capture à la consommation et à la gestion des flux de déchets ; assurer l'accès équitable aux ressources marines ; privilégier la recherche et les technologies innovantes ; créer de nouvelles aires marines protégées ; promouvoir la sécurité sanitaire des aliments et des normes de qualité au niveau international ; intégrer les meilleures données et connaissances scientifiques disponibles, ainsi que les connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales, afin de garantir la gestion durable des ressources et des écosystèmes marins aux fins de la sécurité alimentaire et de l'emploi des générations futures. Compte tenu de la croissance démographique mondiale, plusieurs délégations ont également mis en évidence la nécessité de diversifier et d'accroître la production alimentaire durable d'origine océanique, notamment en reconstituant les populations de poissons, en augmentant les captures, en privilégiant les espèces des niveaux trophiques inférieurs et les systèmes d'aquaculture multitrophique, ainsi que l'aquaculture régénératrice à faible impact, et en encourageant la consommation de produits de la mer durables dans l'intérêt de la santé humaine. Certaines délégations ont souligné le rôle crucial de la collecte et de l'analyse des données relatives à la pêche et aux écosystèmes, telles que les données de surveillance des captures, au service d'une prise de décisions fondées sur la science et de l'efficacité dans la gestion des ressources halieutiques.

12. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont accordé une grande importance aux responsabilités liées à la gestion collective avisée de l'océan, notamment par la conservation et l'utilisation durable des ressources qui s'y trouvent. Dans ce contexte, plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont souligné le rôle de la coopération nationale, régionale et mondiale pour protéger et renforcer l'océan en tant que source d'aliments durables. De nombreuses délégations, dont certains groupes d'États, ont souligné le rôle essentiel des organisations et organes régionaux de gestion des pêches à cet égard et ont également insisté sur la nécessité de mettre en commun les expériences, le savoir et les meilleures pratiques. Certaines délégations ont dit que la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable était une initiative cruciale pour promouvoir le renforcement de la coopération internationale, de la recherche scientifique et de la coordination dans la gestion des ressources marines. Certaines délégations ont souligné l'importance des synergies et des complémentarités entre les processus en lien avec l'océan et ont insisté sur le fait que ce thème était également une priorité pour la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable), qui doit se tenir en 2025.

13. Certaines délégations ont énuméré les difficultés particulières que rencontrent les États en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, pour développer leurs ressources marines, notamment leur vulnérabilité face aux changements climatiques, le manque d'infrastructures, l'accès limité aux marchés, le manque de capacités de recherche et de suivi pour mieux comprendre les écosystèmes et les effets des changements climatiques et de la pêche, ainsi que l'insuffisance ou le manque de ressources des mécanismes de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont souligné que les programmes de renforcement des capacités et de coopération étaient essentiels pour aider les États en développement à mettre en œuvre efficacement des pratiques de pêche durable et à préserver et maximiser le potentiel de l'océan en tant que source d'aliments durables. Certaines délégations ont noté que l'appui technique, scientifique et financier, ainsi que le transfert de technologies et la mise en commun des meilleures pratiques, étaient déterminants à cet égard. Elles ont également souligné l'importance des incitations en faveur de pratiques de pêche durables et la

nécessité d'améliorer l'accès aux marchés et d'encourager la création de valeur ajoutée pour les produits de la mer. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont dit qu'il fallait investir davantage dans le renforcement des capacités des États en développement et dans la mise en œuvre de stratégies et de programmes, ainsi qu'intensifier les efforts et la coopération.

14. De nombreuses délégations, y compris certains groupes d'États, ont exprimé leur attachement aux instruments et cadres internationaux visant à soutenir la gestion durable des ressources marines, tels que l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, l'Accord de Paris, l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche, l'Accord de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable et les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Certaines délégations, dont un groupe d'États, ont appelé de leurs vœux l'entrée en vigueur rapide et l'application effective de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche, ainsi que la conclusion des travaux du comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin.

15. Plusieurs délégations, dont certains groupes d'États, ont mis en avant les programmes et initiatives mis en œuvre aux niveaux national, régional et mondial pour développer et promouvoir l'utilisation durable des ressources marines, notamment en ce qui concerne la pêche et l'aquaculture durables : l'élaboration et la mise à jour de la législation et des cadres pertinents, les prévisions en matière d'évolution des populations halieutiques, la planification globale de l'espace marin, la lutte contre la perte de biodiversité, la pollution et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la modernisation des flottes de pêche, la mise en œuvre des stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, la protection de l'environnement, y compris la création d'aires marines protégées et la protection de la vie marine vulnérable et menacée, le renforcement des capacités et l'enrichissement de la connaissance de l'océan de manière inclusive, des projets de recherche, de développement et d'innovation, le renforcement des programmes de surveillance, la production d'informations scientifiques et la collecte de données au service de la prise de décisions fondées sur la science.

16. Le Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a fait le point sur l'état du fonds d'affectation spéciale créé pour faciliter la participation au Processus consultatif, faisant observer que, dans sa résolution 78/69, l'Assemblée générale s'était déclarée de nouveau gravement préoccupée par le manque de ressources du fonds de contributions volontaires. Le Directeur de la Division a noté que des contributions supplémentaires seraient nécessaires pour apporter un véritable

appui aux intervenants et aux représentants des États en développement lors des futures réunions du Processus consultatif.

### **Thème central de la réunion**

#### **L'océan, source d'aliments durables**

17. Conformément à l'organisation des travaux et à l'ordre du jour provisoire annoté, les débats tenus par le groupe de discussion sur le thème central de la réunion se sont structurés autour de deux thèmes : a) le rôle de l'océan comme source d'aliments durables et la contribution des aliments durables issus de l'océan aux trois piliers du développement durable ; b) maintenir et renforcer le rôle de l'océan comme source d'aliments durables, notamment en améliorant la coopération et la coordination internationales : obstacles et solutions. Avant les débats, les intervenantes et intervenants ont fait des exposés.

#### **1. Le rôle de l'océan comme source d'aliments durables et la contribution des aliments durables issus de l'océan aux trois piliers du développement durable**

##### *Exposés des intervenantes et intervenants*

18. Lors du premier débat, l'Envoyé spécial pour les affaires océaniques au Ministère des affaires étrangères de l'Islande, Stefán Jón Hafstein, a abordé le rôle critique des aliments aquatiques dans la nutrition mondiale et les solutions climatiques, en soulignant que les pratiques d'aquaculture durable pouvaient être mises au service de la sécurité alimentaire mondiale et de la résilience climatique. Le Directeur des initiatives internationales du College of Agriculture and Life Sciences de l'Université de l'Arizona, Kevin Fitzsimmons, a fait une présentation sur le remplacement des poissons sauvages dans l'alimentation destinée à l'aquaculture par des ingrédients durables, soulignant qu'il fallait réorienter les subventions vers des ingrédients durables et réduire l'exploitation des poissons-proies. José Luis Chicoma, Conseiller principal sur les systèmes alimentaires pour le Programme des Nations Unies pour le développement et ancien Ministre péruvien de la production, s'est penché sur les obstacles politiques à surmonter dans le contexte des denrées bleues, en invoquant l'exemple des anchois pour souligner qu'il fallait trouver des solutions systémiques en vue d'améliorer la nutrition, la durabilité et l'inclusion sociale. Maren Headley, responsable du Programme de gestion et de développement des pêches au secrétariat du Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes, a souligné l'importance de l'océan et de ses ressources en tant qu'actifs naturels précieux et leur contribution au développement durable dans la région des Caraïbes, en citant la Politique commune de la pêche de la Communauté des Caraïbes et les protocoles s'y rapportant. Gina Rico Mendez, professeur adjoint de recherche au Centre de recherche en sciences sociales de l'Université de l'État du Mississippi, a présenté un exposé sur le rôle que l'océan peut jouer pour contribuer à la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les pratiques durables en matière de pêche et d'aquaculture, sur les aliments innovants destinés aux poissons et sur la recherche menée à l'échelle locale pour améliorer la nutrition dans les pays en voie de développement. Claire Colegrove, avocate à ProtectedSeas, a présenté Navigator, plateforme de données fouillées sur les aires marines protégées, les réglementations et les restrictions spécifiques, en insistant sur le rôle que joue l'outil dans la conservation marine en ce qu'il constitue une encyclopédie d'informations en matière de protections juridiques, de réglementation et de gestion adaptative avec des applications dans divers domaines. Le Chef de section du Service du commerce, de l'environnement, des changements climatiques et du développement durable de la CNUCED, David Jose Vivas Eugui, a évoqué le potentiel des algues marines pour le commerce et la sécurité alimentaire, en soulignant leur faible empreinte écologique et leur capacité d'absorption du carbone, et a présenté des considérations visant à garantir leur utilisation durable.

19. Dans la deuxième partie du débat, Marian Kjellekvold, professeur de recherche en sécurité alimentaire et nutrition à l'Institut de recherche marine de Norvège, a abordé le rôle crucial des aliments aquatiques dans la nutrition mondiale, en soulignant l'importance de compter avec des données précises sur la composition des aliments aux fins des directives diététiques et des politiques nutritionnelles. Hettie Schönfeldt, titulaire d'une chaire de recherche sur la nutrition et la sécurité alimentaire à l'Université de Pretoria en Afrique du Sud, a évoqué le rôle vital des denrées bleues dans l'apport de nutriments essentiels, en soulignant l'importance de disposer de données fiables et de qualité sur la composition des aliments pour diverses applications (des évaluations diététiques aux politiques de santé publique). Le Directeur en charge des questions d'environnement, de changements climatiques et des océans au Ministère chilien des affaires étrangères, Julio Cordano, a mis en évidence les liens étroits entre les politiques relatives aux océans et au climat qui découlent de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en ajoutant qu'il fallait intégrer les solutions relatives aux aliments aquatiques aux processus nationaux et en insistant sur l'importance de renforcer la présence des questions relatives à l'océan dans les processus multilatéraux, tels que ceux concernant les objectifs de développement durable et l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Philipp Hess, chef de l'unité PHYTOX (Physiologie et toxines des microalgues toxiques et nuisibles) à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, a présenté un exposé sur la prolifération d'algues à toxines, leur prévalence accrue en raison des changements climatiques et leur émergence en tant que risque pour la sécurité et la sûreté alimentaires, notant que comme les microalgues occupent le niveau trophique le plus bas dans les chaînes alimentaires marines, les toxines des efflorescences d'algues toxiques sont bioaccumulées dans la chaîne alimentaire jusqu'aux êtres humains. Amund Måge, professeur à l'Université de Bergen en Norvège et responsable de la recherche sur les produits de la mer et la nutrition à l'Institut de recherche marine, a abordé la question de la mise en place de systèmes alimentaires aquatiques résilients grâce à la sécurité des produits de la mer et à des pratiques durables. Il a évoqué la création d'une base de données ouverte, Seafood Data, sur les contaminants et les nutriments et a mis en évidence une série d'indicateurs à surveiller pour améliorer la durabilité. Le Directeur exécutif du Collectif international d'appui à la pêche artisanale, Sebastien Mathew, a évoqué les perspectives et les difficultés liées au rôle de la pêche artisanale en tant que source de produits de la mer durables, affirmant qu'une gestion des ressources s'imposait dans le secteur, et a souligné les effets négatifs des changements climatiques et des utilisations concurrentes de l'océan, y compris la création d'aires marines protégées. Silvia Pastorino, chargée de recherche en nutrition, durabilité et santé au sein du Research Consortium for School Health and Nutrition de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a centré son propos autour du rôle des aliments aquatiques dans des repas scolaires respectueux de la planète, soulignant que les petits poissons pélagiques, les mollusques et les algues étaient particulièrement riches en nutriments et avaient une empreinte environnementale plus faible que les plus grosses espèces d'élevage.

20. Dans la troisième partie du débat, Christina Hicks, professeure à l'université de Lancaster, s'est exprimée sur la contribution globale des océans aux moyens de subsistance et à la nutrition, ainsi que sur les menaces qui pèsent actuellement, en soulignant qu'il était nécessaire de protéger les droits d'occupation pour préserver les moyens de subsistance, de combler les lacunes en matière de nutriments et de résoudre les inégalités de distribution afin d'exploiter le potentiel des océans au service du droit à l'alimentation. Michelle Tigchelaar, scientifique spécialiste du climat et de la durabilité environnementale chez WorldFish, a fait part de ses recherches sur les



aliments aquatiques durables au service de systèmes alimentaires à faibles émissions et résistants au climat. Elle a dit qu'il importait d'inclure les aliments aquatiques dans les stratégies d'adaptation au climat et a insisté sur l'importance des considérations climatiques dans la gestion des ressources halieutiques. Callum Roberts, professeur de conservation marine à l'Université d'Exeter, s'est penché sur les moyens de repenser la durabilité de la pêche dans un monde en pleine mutation. Il a mis en avant le besoin de réformer les pratiques et la gestion de la pêche, de reconstruire la résilience et les écosystèmes et de soutenir l'adaptation aux changements climatiques, en insistant sur l'importance de créer des aires marines protégées efficaces pour la biodiversité et la gestion de la pêche. Le Président de la Confédération espagnole des pêches, Julio Morón Ayala, s'est exprimé sur la pêche durable et responsable comme source d'alimentation saine face à la croissance démographique, en soulignant le rôle des aliments aquatiques dans la nutrition, la sécurité alimentaire et la longévité. Lindy Weilgart, experte en bruit océanique et consultante stratégique chez OceanCare, a présenté les résultats de recherches concernant les effets du bruit sous-marin d'origine anthropique sur les pêches, les poissons, les invertébrés et la santé des écosystèmes, soulignant les effets négatifs de la pollution sonore sur les quantités débarquées, l'abondance et les services écosystémiques des pêches, ainsi que sur le réseau trophique marin et la sécurité alimentaire. Maggio Broadwater, responsable du programme « Écologie et océanographie des efflorescences d'algues toxiques » au National Centers for Coastal Ocean Science de la National Oceanic and Atmospheric Administration, a parlé des efflorescences d'algues toxiques et de leurs impacts sur l'environnement, les sociétés et les économies, notamment l'empoisonnement par la consommation, les dommages causés à la biodiversité marine et la réduction des captures, ainsi que des efforts en cours pour trouver des solutions en réduisant la fréquence et la gravité des efflorescences à l'échelle planétaire.

#### *Tables rondes*

21. Les débats qui ont suivi les présentations ont porté sur la viabilité commerciale du remplacement de la farine de poisson traditionnelle dans l'alimentation destinée à l'aquaculture par des aliments de substitution durables ; des exemples de bonnes pratiques en matière d'inclusion des petites communautés de pêcheurs artisanaux dans la prise de décisions ; l'impact potentiel de l'exploitation minière des fonds marins sur les stocks de poissons et le secteur de la pêche ; les impacts de la pêche industrielle sur l'écosystème marin ; l'outil ProtectedSeas Navigator, qui permet de s'adapter aux différents niveaux d'exigences en matière de protection de la pêche dans plusieurs aires marines, et son utilité face aux réglementations existantes et futures ; l'intégration des denrées bleues dans les recommandations alimentaires ; la régulation des contaminants et des toxines dans les denrées bleues ; la communication ciblant la jeunesse et la modification des habitudes alimentaires en vue d'inclure davantage de poisson ; l'intégration des aliments marins et aquatiques dans les politiques nationales et les objectifs de développement durable ; la prévisibilité des proliférations d'algues à toxines ; les difficultés liées à la gestion des ressources de la pêche artisanale ; la contribution de la pêche aux moyens de subsistance durables et à la sécurité alimentaire, y compris la pêche artisanale ; le rôle de l'aquaculture et des connaissances locales et traditionnelles dans les stratégies d'adaptation au climat ; la cogestion adaptative dans la gouvernance de la pêche artisanale ; la réduction des efforts de pêche afin de ne pas excéder les rendements constants maximum ; le renforcement des capacités et le financement des pays en développement en échange de l'accès aux ressources halieutiques ; la prise en compte des effets extraterritoriaux de la gestion de la pêche ; l'impact des efflorescences d'algues toxiques sur les pêches et la sécurité alimentaire.



22. Une délégation s'est interrogée sur la viabilité commerciale du remplacement de la farine de poisson traditionnelle dans l'alimentation destinée à l'aquaculture par des aliments de substitution durables. En réponse, M. Fitzsimmons a souligné que, bien que les sources de protéines de substitution, y compris les huiles d'algues et les farines d'insectes, ne représentent actuellement qu'une fraction relativement faible du marché mondial des aliments pour poissons, elles ont connu une croissance notable en raison d'investissements non négligeables et d'un intérêt accru du marché, en particulier en Europe et en Asie du Sud-Est. Il a souligné les efforts déployés pour accélérer l'adoption de solutions de substitution par une meilleure collaboration entre les entreprises du secteur de l'alimentation animale et les fournisseurs d'ingrédients.

23. En réponse à une question sur les exemples de meilleures pratiques en matière d'inclusion des petites communautés de pêcheurs artisanaux dans la prise de décisions, M. Chicoma a répondu que l'un des principaux problèmes au Pérou était que chaque communauté de pêcheurs artisanaux connaissait des difficultés et des perspectives différentes, ce qui rendait difficile pour les décideurs politiques d'avoir des échanges féconds avec ces communautés. Tout en soulignant qu'il importait d'avoir une compréhension approfondie de chaque communauté, il a noté que les expériences les plus fructueuses avaient été celles des organisations de la société civile, qui nouaient des contacts directs auprès des communautés pour les aider à comprendre comment surmonter les obstacles à la durabilité et à tirer parti des possibilités de développement durable pour améliorer leurs pratiques de pêche.

24. Une délégation s'est interrogée sur les impacts anticipés de l'exploitation minière des grands fonds marins sur les stocks de poissons et sur le secteur de la pêche dans son ensemble, cherchant à obtenir des informations concernant les recherches en cours sur l'équilibre écologique et sur la durabilité de ces activités et rappelant que le projet de règlement relatif à l'exploitation des ressources minérales dans la Zone était sur le point d'être finalisé. M. Hafstein a noté que les discussions entre les différentes parties prenantes concernant l'exploitation minière des grands fonds marins étaient en cours et pourraient se poursuivre dans le cadre de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'océan, qui se tiendra à Nice (France) en 2025. Une délégation s'est élevée contre cette déclaration, en remettant en cause la fiabilité et l'exactitude des informations fournies. En outre, M<sup>me</sup> Mendes a dit que, dans ce contexte, il était important qu'entre en vigueur l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

25. En réponse à une question sur les incidences de la pêche industrielle sur les écosystèmes marins, M. Chicoma a dit que, pour atténuer les effets néfastes, il pourrait être utile d'explorer diverses pistes, notamment la création de nouvelles aires marines protégées ciblées dans les zones les plus diversifiées sur le plan biologique, associée à l'introduction de réglementations supplémentaires et de directives alimentaires appropriées. Il a également noté que de nombreux pays élaboraient des stratégies et des plans nationaux dans lesquels les écosystèmes marins étaient érigés en priorités. Il a été dit que la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Cali (Colombie) du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2024, serait une autre occasion de prendre des engagements ambitieux pour réduire les effets néfastes de la pêche industrielle et renforcer la biodiversité.

26. Une délégation a fait remarquer que si la viabilité des pêches était importante, elle n'était pas nécessairement synonyme de sécurité alimentaire pour de nombreux pays, en particulier lorsque, dans le contexte de la pêche industrielle, les espèces lucratives étaient ciblées et récoltées à des fins d'exportation plutôt que de consommation locale. À cet égard, M. Hafstein a souligné qu'il importait d'investir

dans le capital humain, tant pour la santé que pour l'éducation, en commençant par l'inclusion du poisson dans les cantines scolaires, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Il a noté que l'introduction d'une nutrition de qualité et d'autres aliments dans les menus des cantines scolaires faciliterait les efforts à mener par ailleurs. À ce sujet, M. Chicoma a fait remarquer que si les menus des cantines scolaires étaient un élément clé, ils constituaient une question politique et sensible dans de nombreux pays et certaines modifications se heurtaient à une opposition au niveau national, en particulier de la part des parties prenantes de l'industrie des produits transformés. Il a également noté que les écoliers des pays en développement et des pays développés consommaient souvent des aliments ultra-transformés, ce qui montrait bien qu'il fallait investir dans les chaînes alimentaires afin d'apporter de véritables changements.

27. Une délégation s'est interrogée sur la manière dont l'outil Navigator développé par ProtectedSeas pouvait contribuer à des efforts internationaux plus larges, tels que l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, en notant qu'il faudrait des niveaux de protection et des mesures de conservation variables selon les différentes zones. À cet égard, M<sup>me</sup> Colegrove a souligné que l'outil Navigator avait été conçu pour soutenir les instruments internationaux existants, par exemple pour désigner des aires marines protégées en haute mer dans le cadre de l'Accord, en fournissant des données détaillées spécifiques à la zone pouvant étayer la classification des mesures de conservation. Elle a également reconnu que lors de la phase initiale de développement de l'outil, il y avait eu un exercice de compilation complet, d'une ampleur sans précédent, et que les améliorations futures visaient à permettre une analyse détaillée et pratique. Dans ce contexte, deux délégations se sont également interrogées quant à l'approche à adopter pour classer les mesures de conservation. M<sup>me</sup> Colegrove a souligné que l'outil s'adaptait aux divers besoins de protection en fonction des différentes aires en intégrant des données écologiques, juridiques et socioéconomiques destinées à faciliter des stratégies de gestion efficaces adaptées à chaque zone marine.

28. Une question a été posée sur la manière dont Navigator intégrait la dimension socioéconomique, les questions de protection liées à chaque catégorie, les objectifs et les buts de l'objectif 5 de développement durable pour assurer le plus haut niveau de protection. M<sup>me</sup> Colegrove a expliqué que les cartes développées par l'outil Navigator utilisaient une approche de gestion par couches, en intégrant les dimensions socioéconomiques et les mesures de protection marine, et permettaient aux utilisateurs de consulter une carte complète des différentes zones à gérer.

29. Une autre délégation a posé des questions sur la manière dont Navigator assurait la continuité en termes d'échange de données géospatiales avec les plateformes de systèmes d'information géographique de différents pays. M<sup>me</sup> Colegrove a précisé que l'outil utilisait des données globales afin que les informations présentées soient alignées sur les données nationales. Elle a également noté que leurs spécialistes du système d'information géographique effectuaient des vérifications en collaboration avec les représentants nationaux en cas de divergences entre plusieurs ensembles de données, afin de garantir l'exactitude et la bonne représentation de ces données dans leur base.

30. Lors des discussions qui ont suivi la deuxième partie du débat, en réponse aux questions d'une délégation sur la meilleure façon d'intégrer les connaissances essentielles sur le rôle des aliments aquatiques dans les cadres diététiques internationaux et les stratégies climatiques, M<sup>me</sup> Kjellefold a souligné que le discours

stratégique devait mobiliser les arguments liés aux aspects alimentaires et nutritionnels – et pas seulement aux aspects économiques – afin que soit mieux compris le rôle de ces aliments et qu’il bénéficie d’un appui plus large. M<sup>me</sup> Schönfeldt a relevé les bienfaits d’une exposition précoce aux aliments aquatiques, y compris sur les habitudes alimentaires tout au long de la vie. Elle a également évoqué les effets nutritionnels des différentes méthodes de transformation des aliments et a insisté sur l’importance de pratiques éclairées en la matière. Une délégation d’observateurs a souligné que la FAO s’engageait à défendre les aliments aquatiques, citant des publications récentes, telles que le rapport intitulé *La situation mondiale des pêches et de l’aquaculture : la transformation bleue en action*, dans lequel sont mis en évidence les avantages nutritionnels des aliments aquatiques.

31. Une délégation s’est enquis des avantages nutritionnels du poisson et de sa corrélation avec la longévité et des transitions potentielles vers des régimes alimentaires à base de plantes dans certaines sociétés. M<sup>me</sup> Schönfeldt a noté que le régime méditerranéen était associé à la longévité en raison de l’accent mis, entre autres, sur la consommation de poisson. Elle a reconnu qu’il fallait poursuivre les recherches sur les habitudes alimentaires, mais a souligné qu’à sa connaissance, le poisson n’avait pas été largement remplacé par des protéines d’origine végétale.

32. En réponse à une question d’une délégation sur la manière d’intégrer les initiatives marketing pour encourager la jeune génération à consommer davantage de poisson, M<sup>me</sup> Kjellevoid a présenté des stratégies ayant fait leurs preuves, dans le cadre de programmes nationaux, pour surmonter les réticences initiales. Elle a souligné l’importance de campagnes éducatives globales, associant les enseignants, et du partage d’expériences d’apprentissage pratiques, pour favoriser des habitudes alimentaires durables. M<sup>me</sup> Kjellevoid a également relevé les similitudes avec les campagnes menées en faveur de la consommation de légumes, suggérant que pour changer les attitudes à l’égard des produits de la mer, il fallait promouvoir non seulement les bienfaits pour la santé, mais aussi le goût et la variété de ces produits.

33. Une délégation a posé une question sur les problèmes complexes que pose l’intégration des avantages nutritionnels des produits de la mer et des considérations de durabilité dans l’élaboration des politiques. En réponse, M<sup>me</sup> Schönfeldt a souligné le fossé historique entre les décideurs politiques et les scientifiques en ce qui concerne le traitement de ces questions, en particulier dans les pays en développement ou à revenu intermédiaire. Elle a souligné les progrès récents faits pour sensibiliser les décideurs politiques à l’importance des petits poissons pélagiques pour la sécurité alimentaire. M<sup>me</sup> Schönfeldt a constaté que le rôle des produits de la mer dans la nutrition et la sécurité alimentaire était de plus en plus reconnu, grâce à l’intensification du dialogue et des efforts de sensibilisation dans les instances mondiales.

34. Une délégation s’est enquis de la capacité à cartographier ou à prévoir les épisodes d’efflorescence d’algues toxiques. En réponse, M. Hess a indiqué que, bien qu’ils se produisent régulièrement dans certaines régions, ces épisodes, dus à l’accélération des changements climatiques qui élargit les habitats de certaines microalgues ou à l’augmentation de la pollution par les nutriments, constituaient des risques émergents. Il a également souligné qu’il fallait engager un effort concerté pour mieux intégrer la science à la prise de décisions et construire de nouvelles bases de données intégrées et de nouveaux systèmes de gestion.

35. En réponse à une question concernant les problèmes liés à la gestion des ressources de la pêche artisanale et au rôle des organes régionaux de gestion des pêches, M. Mathew a noté que dans le cas de la plupart des pêches artisanales, les ressources étaient gérées au niveau infranational. En ce qui concerne certaines

espèces de grands migrants, certaines organisations régionales ont reconnu les intérêts de la pêche artisanale et de la pêche à petite échelle.

36. Une délégation a mis en avant son expérience nationale en matière de mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la pêche, soulignant qu'il fallait procéder à une évaluation des stocks pour éviter la surpêche localisée d'espèces essentielles. M. Mathew a souligné que les droits d'occupation pouvaient constituer un instrument important et que les communautés de pêcheurs avaient besoin d'une formation pour produire des données en vue de ces évaluations. M. Hess a dit qu'il existait des synergies à exploiter entre les secteurs, indiquant que les outils biomoléculaires utilisés pour la surveillance des microalgues pouvaient également servir à la gestion des stocks halieutiques.

37. En réponse à une question sur la propagation potentielle des efflorescences d'algues, M. Hess a indiqué que si l'organisme à l'origine des efflorescences au Sénégal et en Guinée avait été introduit dans l'écosystème par les importations maritimes, il était peu probable que les pêcheurs locaux soient à l'origine d'une propagation plus importante, même si leurs navires et leurs engins de pêche étaient contaminés, en raison de la nature localisée de leur activité.

38. Une délégation d'observateurs s'est interrogée sur l'interaction entre la pêche artisanale à petite échelle et la pêche industrielle, ce à quoi M. Mathew a répondu que certaines pêches artisanales étaient par nature moins des activités de subsistance que des activités commerciales. Il a fait valoir que la gestion des ressources devait s'appliquer aux pêches artisanales de nature plus commerciale plutôt qu'aux pêcheurs de subsistance.

39. En réponse à un commentaire formulé sur la nécessité de tempérer la critique générale de l'industrie de la pêche au vu des bons résultats en matière de gestion des pêches dans certaines zones, M<sup>me</sup> Hicks a dit qu'il importait de remédier aux conséquences involontaires des politiques de pêche durable, par exemple le fait que les efforts de pêche se reportent vers des zones où les mesures en vigueur sont moins strictes. M. Roberts a mis l'accent sur les zones qui se relèvent encore des dommages causés par la pêche au chalut de fond il y a plusieurs décennies et s'est fait l'écho de l'appel d'une délégation concernant la nécessité d'accroître les connaissances scientifiques et la recherche en matière de gestion de la pêche afin de garantir la sécurité alimentaire à long terme, en particulier dans les pays en développement.

40. Une délégation a demandé dans quelle mesure les services écosystémiques fournis par les stocks halieutiques, par exemple la séquestration du carbone, étaient pris en compte dans la mise en œuvre des approches de gestion écosystémique de la pêche. Dans ce contexte, M. Roberts a noté que, dans beaucoup de pays, il était courant de constater un cloisonnement entre la gestion des pêches et les questions d'environnement, et que dès lors les effets des politiques en matière de pêches sur les processus écologiques qui garantissent la santé du milieu marin étaient négligés. Il a noté, par exemple, que l'extraction des ressources biologiques marines pouvait compromettre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre et l'élimination des contaminants dans les eaux côtières et a souligné l'importance de mesurer les effets des pêches dans le contexte plus large de l'écosystème et des objectifs globaux à l'échelle de la société.

41. Une autre délégation a évoqué la complexité des zones où la pêche assurait les moyens de subsistance, mais ne contribuait pas à la sécurité alimentaire globale. En réponse à une question sur les répercussions territoriales des politiques de la pêche dans certaines régions, M<sup>me</sup> Hicks a dit qu'il importait d'assurer un contrôle différencié des pêches qui servaient les marchés locaux et de celles qui servaient les marchés internationaux. Elle a souligné les compromis qui avaient conduit à la baisse

du prix des produits de la pêche à l'échelle mondiale tout en réduisant le coût de la main-d'œuvre, ce qui compromettrait les moyens de subsistance durables et la sécurité alimentaire.

42. En réponse à un commentaire d'une délégation concernant la nécessité de prendre en compte d'autres facteurs sociétaux afin de réduire les efforts de pêche en dessous du rendement constant maximum, M. Roberts a rappelé que le rendement constant maximum avait été conçu comme un modèle monospécifique et ne prenait pas en compte le rôle de l'espèce cible dans l'écosystème au sens large. Il a noté que la biomasse était de moins en moins prise en compte dans la détermination du rendement constant maximum pour certaines espèces de poissons, ce qui emportait des effets sur l'écosystème au sens large, ainsi que les difficultés à respecter ce rendement constant maximum pour toutes les espèces en raison du caractère non sélectif des engins de pêche.

43. Une délégation a noté que la durabilité des pêches variait au fil du temps et selon les régions en raison des décisions de gestion et des circonstances locales et a appelé les organes de gestion des pêches à suivre les avis scientifiques et à prendre en compte les impacts plus larges des pêches sur les écosystèmes.

44. Pour ce qui était des questions liées à la sécurité alimentaire et aux changements climatiques, M. Roberts a noté les parallèles entre les bonnes politiques et pratiques de gestion des pêches et celles d'adaptation aux changements climatiques, y compris la reconstitution des populations halieutiques pour promouvoir des écosystèmes plus sains, la création d'aires marines protégées et la prévention des pratiques destructrices qui ont eu un impact sur les services écosystémiques plus larges.

45. Une délégation s'est inquiétée des avantages à court terme des accords d'accès aux ressources halieutiques et a appelé de ses vœux un accord mondial pour garantir que les pays en développement reçoivent des avantages, y compris des ressources financières et un renforcement des capacités, en contrepartie de l'autorisation accordée aux navires étrangers d'accéder aux pêches locales. Cette délégation a également pris note des problèmes posés par la pêche illégale pratiquée par les flottes de pêche, qui est motivée par la réduction des populations halieutiques dans d'autres pays où les politiques de gestion sont moins rigoureuses. M<sup>me</sup> Hicks et M. Roberts ont rappelé les problèmes associés à la pêche transfrontalière et aux accords d'accès aux ressources halieutiques, notamment la sous-évaluation des ressources, et ont appelé à un partage des responsabilités et à des approches collectives en matière de gouvernance des pêches et de sécurité alimentaire.

46. En réponse à une question sur les mesures à prendre pour soutenir les processus de relèvement et de réadaptation à la suite d'efflorescences d'algues toxiques, M<sup>me</sup> Broadwater a souligné que ces processus variaient en fonction de la localisation et de la gravité des épisodes. Elle a fait remarquer que, bien que des mesures de sauvegarde aient été mises en place pour assurer la sécurité des aliments aux États-Unis d'Amérique, les effets sur la faune et les écosystèmes pouvaient persister pendant de nombreuses années.

47. Certaines délégations ont rappelé l'impact des efflorescences d'algues toxiques sur le tourisme et la pêche dans leur pays et ont noté la corrélation entre ces épisodes et les changements climatiques. Une délégation a souligné l'impact sur les plages des opérations coûteuses de nettoyage à l'aide d'engins lourds. Il était nécessaire d'améliorer la surveillance et le suivi afin de mieux prévoir la localisation et la gravité de ces épisodes et diffuser l'information. La possibilité de récolter les sargasses en mer afin de minimiser la collecte sur les plages a également été évoquée.

48. Une délégation s'est interrogée sur les corrélations entre l'aquaculture et les incidents liés à l'efflorescence d'algues toxiques. Il fallait trouver des solutions

collectives, y compris des plans de gestion et de continuité pour faire face à l'apparition et aux effets des efflorescences sur l'aquaculture, ainsi que des stratégies d'atténuation.

## **2. Maintenir et renforcer le rôle de l'océan comme source d'aliments durables, notamment en améliorant la coopération et la coordination internationales : obstacles et solutions**

### *Exposés des intervenantes et intervenants*

49. Lors du deuxième débat, la Directrice adjointe de la Division des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Vera Agostini, a exposé la transformation bleue, telle qu'envisagée par la FAO, destinée à améliorer la contribution des systèmes alimentaires aquatiques au développement durable et à renforcer le rôle de l'océan en tant que source d'aliments durables, ainsi que les travaux faits par l'organisation pour soutenir les États membres et faciliter la coopération et la collaboration entre les organes régionaux des pêches, aux fins de la mise en œuvre de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, ainsi que dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. Dans une présentation préenregistrée, Masanori Kobayashi, chercheur principal à l'Institut de recherche sur la politique océanique de la Fondation Sasakawa pour la paix, a partagé son point de vue sur les économies bleues durables, en particulier sur la manière de garantir des produits de la mer durables grâce à la pêche et l'aquaculture durables et à l'adaptation aux changements climatiques, et a donné des exemples de projets qui démontrent la valeur des partenariats internationaux. Mauro Gongora, responsable de la pêche au Ministère de l'économie bleue du Belize, a axé son propos sur la pêche et l'aquaculture en Amérique centrale et dans les Caraïbes, en termes d'emploi et de bénéfices économiques. Il a souligné les retombées importantes pour les petits États insulaires et les communautés côtières, y compris le Belize, tout en mettant l'accent sur les différents défis à relever pour maintenir la durabilité et sur l'importance de la coopération régionale. Ana Margarida Ferreira, responsable des questions océaniques à la municipalité de Cascais (Portugal) et chercheuse au Centre des sciences marines et environnementales, a présenté un exposé sur l'intégration des politiques océaniques et de l'alimentation bleue au niveau local, avec la municipalité de Cascais pour étude de cas, en soulignant que les villes pouvaient intégrer efficacement les données scientifiques et que les administrations locales pouvaient jouer un rôle central dans la réglementation des zones côtières et la mise en œuvre du droit de la mer par l'intermédiaire d'initiatives multipartites. Kyösti Lempa, conseiller spécial de NordForsk (plateforme collaborative pour les conseils de recherche nordiques), a donné un aperçu de la coopération nordique et a mis en avant l'exemple de NordForsk en tant que catalyseur efficace d'une recherche collaborative favorisant l'innovation et le développement durable dans toute la région nordique. Le Secrétaire de la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est, Darius Campbell, a évoqué la contribution de la Commission à l'approvisionnement durable en produits de la mer dans une perspective régionale, en soulignant sa collaboration avec le Conseil international pour l'exploration de la mer sollicité pour ses avis scientifiques indépendants, ainsi que la coordination des mesures par zone avec d'autres organisations telles que la Commission OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est. Il a expliqué l'approche écosystémique de la Commission en matière de gestion des pêches et a indiqué que sa résolution de 2023 sur les changements climatiques visait à axer les discussions scientifiques sur la gestion et la science liées aux questions d'atténuation et d'adaptation. La Directrice de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Delphine Schantz, a fait



une présentation sur la promotion des sources d'aliments durables par le renforcement du maintien de l'ordre et la prévention du crime en mer, y compris pour les crimes dans le secteur des pêches, en soulignant les difficultés et les possibilités actuelles dans la lutte contre ce type d'infractions, en particulier la pêche illégale.

50. Le Premier Secrétaire de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, Sylvain Gambert, a évoqué les mesures prises par la Commission européenne et l'engagement général de l'Union européenne en faveur de l'intégration de la production alimentaire aquatique durable dans les mécanismes internationaux, notamment l'élaboration de règlements, de lignes directrices et de normes, les accords de partenariat pour la pêche durable, les investissements stratégiques et les initiatives de sensibilisation et de renforcement des capacités. Le juriste principal du Ministère des affaires étrangères du Malawi, Joel Immanuel Matonga, a souligné l'importance du renforcement des capacités pour que l'océan reste une source d'aliments durables pour les États en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, en observant que, par une approche multiforme du renforcement des capacités, les États en développement pourraient davantage prendre part aux structures de gouvernance de l'océan, à la protection du milieu marin et à l'utilisation durable des ressources vivantes, et la coopération internationale serait renforcée en vue de la réalisation des objectifs de développement durable n° 14 et n° 17. Le Directeur général du Ministère des pêches et de l'économie bleue de Madagascar, Rado Rakotosoa, a évoqué les solutions durables basées sur l'océan pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays. Il a indiqué que la création du Ministère ainsi que l'élaboration des documents politiques et stratégiques constituaient une voie à suivre pour exploiter le potentiel de l'océan afin de surmonter l'insécurité alimentaire, notamment par l'éducation, l'assistance technique et le renforcement des capacités, l'investissement dans les infrastructures et le développement de secteurs économiques, tels que l'aquaculture et le tourisme. Dans une présentation préenregistrée, la Présidente de l'African Women Fish Processors and Traders Network du Nigéria, Shelika Funmilola, a donné un aperçu des principaux défis et des solutions potentielles en matière de sécurité alimentaire au Nigéria, notamment par le développement d'une aquaculture durable et d'innovations et de technologies connexes ; la réduction des pertes après récolte et l'amélioration des techniques et des normes de transformation du poisson ; la collaboration entre les parties intéressées. Yoshitaka Ota, Directeur du Nippon Foundation Ocean Nexus Center et professeur au Département des affaires marines de l'Université de Rhode Island, a présenté une analyse approfondie de la souveraineté alimentaire en tant qu'étape vers laquelle tendre progressivement après avoir franchi celle de la sécurité alimentaire dans le cadre conceptuel de l'équité océanique, soulignant qu'il fallait démanteler les inégalités systémiques et donner la priorité à la souveraineté alimentaire des peuples autochtones et des communautés côtières. Jessica Gephart, professeure adjointe à l'École des sciences aquatiques et halieutiques de l'Université de Washington, a mis en lumière les aspects critiques du commerce durable des produits de la mer dans le contexte de la mondialisation, soulignant qu'il fallait procéder à une analyse plus fine pour déterminer comment les produits de la mer pourraient répondre aux objectifs d'amélioration de la nutrition tout en réduisant les pressions sur l'environnement, notant à cet égard les possibilités d'améliorer la transparence, la traçabilité et les mécanismes de suivi, notamment par la coopération internationale et le renforcement des capacités. Donald M. Anderson, responsable scientifique du département de biologie de la Woods Hole Oceanographic Institution, a évoqué les avancées technologiques permettant de lancer des alertes et d'atténuer et de maîtriser les efflorescences d'algues toxiques, qui constituent une menace importante pour les produits de la mer durables, en soulignant que l'application de technologies multiples permettait de surveiller et d'atténuer les effets de la prolifération d'algues à toxines.



### *Tables rondes*

51. Les discussions qui ont suivi les présentations ont porté sur la mise en œuvre des objectifs de la FAO ; la manière dont la mise en œuvre de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale contribuerait aux travaux des organes régionaux des pêches ; les études sur les modes de consommation de poisson ; l'importance des aliments aquatiques en termes de sécurité alimentaire et de nutrition ; les défis liés à la collecte et à l'analyse des données ; les politiques de partage de données ; le renforcement de la collaboration et de la coopération et l'accès équitable à l'innovation ; les bonnes pratiques en matière de gouvernance de l'océan ; l'utilisation d'outils et de technologies d'intelligence artificielle en tant que solutions de services de données servant à éclairer la prise de décisions ; l'intégration de la technologie satellitaire pour prévenir les infractions dans le secteur des pêches ; la mobilisation des communautés locales dans des initiatives clés relatives à la prévention de la criminalité et à la sensibilisation, aux licences de pêche, aux recettes et aux avantages connexes ; les questions d'équité dans le secteur des pêches ; les effets des réglementations régionales sur la pêche et l'aquaculture durables ; l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle et d'autres outils technologiques dans la collecte de données ; le potentiel des marchés d'exportation de l'aquaculture et des mesures de lutte contre les efflorescences d'algues toxiques.

52. En réponse à une question concernant l'objectif de la FAO de parvenir à une croissance de 35 % de la production aquacole d'ici à 2030, tel que décrit dans sa Feuille de route pour la transformation bleue, M<sup>me</sup> Agostini a expliqué qu'il y avait une certaine granularité dans l'objectif, car il s'agissait d'une estimation basée sur des scénarios et des modèles qui n'étaient pas précis. Elle a fait remarquer que l'objectif devait plutôt servir de référence pour estimer la croissance en fonction des taux de croissance de la population mondiale. Elle a souligné que la granularité deviendrait cruciale lorsqu'il s'agirait de mettre en œuvre des mesures pour atteindre l'objectif et que les taux de croissance seraient également différents, en fonction des régions spécifiques. Elle supposait que les efforts seraient probablement concentrés en Afrique et axés sur l'aquaculture en eau douce et sur les zones côtières.

53. Interrogée sur les méthodes de collecte de données et la fiabilité des ensembles de données mondiales, M<sup>me</sup> Agostini a souligné l'importance de disposer d'ensembles de données mondiales comparables, précisant que la FAO privilégiait les données collectées par les États et les organes régionaux des pêches, qui sont partagées sur des plateformes telles que le Système de suivi des ressources halieutiques et des pêcheries. Elle a mis en garde contre l'utilisation de données provenant de sources non officielles et inconnues. Interrogée sur les possibilités d'utiliser l'innovation pour améliorer la fiabilité des données, M<sup>me</sup> Agostini a défendu l'innovation, en particulier pour atteindre certains des objectifs repris dans la Feuille de route pour la transformation bleue, et a également souligné l'importance d'assurer l'équité en termes d'accès à l'innovation.

54. Une délégation a posé des questions sur le renforcement de la collaboration, le besoin de transparence dans le partage de données, l'accessibilité aux bases de données et aux technologies connexes, et a demandé s'il existait des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées. En réponse, M<sup>me</sup> Agostini a expliqué le rôle de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et les efforts déployés dans ce cadre pour relever ces défis, notamment par l'établissement de nombreux partenariats à l'entame des projets. À cet égard, elle a dit qu'il fallait associer les partenaires dans des initiatives de co-

conception et a suggéré de mettre en place des mécanismes de sauvegarde pour protéger les données sensibles.

55. Certaines délégations ont salué les efforts déployés par la FAO pour faire progresser la coopération internationale avec d'autres organisations et organismes et pour rechercher des synergies afin de renforcer le rôle de l'océan en tant que source d'aliments durables dans le contexte de la Feuille de route pour la transformation bleue. Elles ont également salué les efforts que l'organisation fait pour soutenir ses États membres en promouvant une meilleure compréhension dans le secteur des pêches de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

56. Répondant à une question sur la manière d'éviter de communiquer aux parties prenantes potentielles des messages contradictoires concernant les menaces qui pèsent sur l'océan, M<sup>me</sup> Agostini a expliqué que, compte tenu de la diversité des intérêts représentés dans les instances mondiales, il pourrait être difficile d'aborder la question sans une certaine forme de coordination. Elle a également expliqué que l'utilisation de sources de données inexactes et non officielles avant leur vérification contribuait également au problème. Toutefois, elle a dit que l'un des principaux rôles de la FAO était d'aider ses États membres en compilant des ensembles de données mondiales fiables qui émanent principalement de sources officielles faisant autorité.

57. Deux délégations ont posé une question sur les relations entre les autorités municipales de Cascais et ses différents partenaires, y compris le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, et sur la manière dont ces collaborations fonctionnaient en termes d'échanges et de résultats. M<sup>me</sup> Ferreira a reconnu que la coordination entre les différentes parties prenantes constituait un défi de taille et que, en tant qu'organe central, le Conseil municipal de la mer réunissait régulièrement toutes les parties prenantes et révisait sa stratégie tous les deux ans pour rester en phase avec les réalités de ces parties prenantes. Une autre délégation a posé une question sur les produits de la pêche et sur les habitudes de consommation dans la population, en particulier chez les jeunes. M<sup>me</sup> Ferreira a mis en avant les avantages qu'il y avait à introduire du poisson dans les repas scolaires, de manière à ce que les produits de la mer soient plus attrayants pour la jeune génération.

58. Prenant note de l'exposé de M<sup>me</sup> Schantz, ainsi que des informations présentées dans l'exposé préenregistré de M. Kobayashi sur l'intégration de la technologie satellitaire dans les opérations visant à détecter la pêche illégale et à en diriger l'interdiction, une délégation a posé une question à M<sup>me</sup> Schantz sur les progrès réalisés dans l'intégration de ces technologies dans les modèles d'exécution de l'ONUSD et sur leur rôle dans la prévention des infractions. Dans sa réponse, M<sup>me</sup> Schantz a fait remarquer que l'ONUSD envisageait les activités criminelles non seulement sous l'angle de la répression, mais aussi de manière holistique, à commencer par des approches axées sur la prévention. Elle a toutefois ajouté qu'étant donné la valeur économique du secteur des pêches, la justice pénale devait également intervenir, notamment en renforçant les cadres juridiques à des fins de dissuasion et en poursuivant les personnes qui contrôlent les activités criminelles. Elle a également noté les efforts déployés par l'ONUSD pour fournir des images satellite pertinentes à certains États dans le cadre de son Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime. Toutefois, des coûts élevés étaient associés non seulement à l'acquisition de technologies de pointe et à leur utilisation, mais aussi à la maintenance, ce qui était problématique pour les pays en développement. Elle a souligné l'importance de développer des partenariats étroits avec le secteur privé à cette fin. M. Campbell a ajouté que l'utilisation d'outils de surveillance par satellite, tels que Global Fishing Watch, avait suscité un intérêt récent. Il a toutefois précisé que ces outils n'avaient

qu'une valeur indicative et que, pour obtenir des condamnations complètes, il fallait mener des enquêtes supplémentaires, en matière de suivi et de contrôle, ainsi que d'inspection.

59. Interrogée sur la manière de combler les lacunes dans les mandats des différents organismes chargés de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, M<sup>me</sup> Schantz a dit qu'il importait d'adopter une approche fondée sur la chaîne de valeur, ce qui nécessitait d'examiner l'ensemble de la chaîne pour identifier les différentes entités et leurs mandats. Ce type d'approche permettrait de relever les vulnérabilités et de déterminer s'il est nécessaire de mettre en place une coopération interinstitutions plus spécifique. Elle a toutefois reconnu qu'une telle approche était propre au contexte et dépendait de la volonté des différentes parties prenantes de travailler de manière intégrée.

60. Une délégation a pris acte des perspectives partagées par M. Lempa sur l'intégration de la recherche pour renforcer le rôle de l'océan en tant que source d'aliments durables, ainsi que de celles partagées par M<sup>me</sup> Schantz concernant le maintien de l'ordre en mer et la prévention du crime dans le secteur des pêches, et a en outre noté que la présentation de M. Campbell démontrait la force de l'intégration de la science en tant que base pour la gestion des pêches dans la région de l'Atlantique du Nord-Est. La délégation a demandé si certains des enseignements tirés par la Commission des pêches de l'Atlantique du Nord-Est en matière de coopération intersectorielle avaient été partagés avec les organes régionaux des pêches d'autres régions. En réponse, M. Campbell a souligné que les organes régionaux des pêches et les organismes établis conformément aux conventions environnementales travaillaient également main dans la main dans d'autres régions, citant des exemples de cette coopération pour le sud-est de l'océan Indien et dans le Pacifique. Il a expliqué que les organes régionaux des pêches collaboraient souvent pour traiter des questions particulières, telles que les changements climatiques et d'autres questions techniques ou stratégiques. Il a ajouté que les aspects les plus stratégiques pour les organes régionaux des pêches concernaient la participation aux débats sur les préoccupations mondiales, telles que le Cadre mondial pour la biodiversité, et les implications pour le secteur des pêches de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. À cet égard, le plus grand enjeu était de développer les capacités et les ressources. S'agissant de la collaboration intersectorielle, il a souligné le rôle essentiel des autorités nationales dans la coordination des efforts au niveau national et s'est montré optimiste quant aux progrès accomplis au cours de la dernière décennie.

61. En référence à la présentation de M<sup>me</sup> Schantz, une délégation a demandé si, dans les cas où des personnes se livraient à des activités de pêche criminelle en raison des restrictions réglementaires sévères de la pêche légale, il serait préférable pour l'ONUSD d'adopter une approche basée sur des projets afin de créer des moyens de subsistance de substitution pour ces personnes ou, sinon, d'envisager d'associer les représentants des communautés locales aux processus de réglementation afin de remodeler les cadres, ou si les deux approches peuvent être envisagées. Dans sa réponse, M<sup>me</sup> Schantz a affirmé que l'ONUSD adoptait les deux approches afin de garantir une approche intégrée, en commençant par la prévention pour anticiper des solutions possibles et en se concentrant sur l'impact escompté. Elle a également expliqué que l'ONUSD travaillait en étroite collaboration avec les communautés locales et les différentes autorités chargées de la réglementation des pêches.

62. Répondant aux questions posées sur les activités de pêche commerciale des navires étrangers dans les espaces maritimes sous juridiction malgache et sur les

revenus générés pour Madagascar par les licences de pêche, M. Rakotosoa a fait savoir que Madagascar avait conclu des accords avec l'Union européenne, la République de Corée et quelques autres pays concernant des espèces spécifiques et que les revenus générés par la délivrance de licences de pêche équivalaient à 4 millions de dollars.

63. Par la suite, une délégation a souligné qu'il fallait assurer une répartition équitable des avantages découlant des accords d'accès, en particulier pour les communautés locales les plus touchées par l'exploitation des ressources marines. M. Ota a dit que la redistribution équitable devait englober les réglementations et les mesures à prendre afin de régler la question de la souveraineté alimentaire. M. Gambert a précisé que l'Union européenne apportait actuellement un soutien de 360 millions d'euros sur cinq ans à 13 pays, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, le soutien aux communautés locales, ainsi que le contrôle et la surveillance des infrastructures, en vue de mettre en œuvre l'objectif de développement durable n° 14. L'un des problèmes principaux selon lui était la capacité des pays partenaires à absorber et à utiliser pleinement ce financement.

64. Se référant à l'adoption récente du règlement de l'Union européenne sur la restauration de la nature, une délégation a noté que certaines mesures relatives à la pêche et à l'aquaculture avaient déjà été introduites et s'est interrogée sur les implications de la nouvelle réglementation pour le développement durable des secteurs de la pêche et de l'aquaculture. En réponse, M. Gambert a noté que le plan d'action pour le milieu marin de la Commission européenne, bien qu'adopté avant le règlement sur la restauration de la nature, reflétait déjà les obligations énoncées dans le règlement et qu'il était possible de mettre en œuvre le plan plus tôt, car il s'agissait d'un document d'orientation et pas d'un instrument législatif.

65. En réponse à une question sur la manière de garantir une utilisation équitable de l'intelligence artificielle dans le secteur des pêches, M. Ota a insisté sur la nécessité de faire preuve de prudence, soulignant qu'une dépendance excessive à l'égard de l'intelligence artificielle pourrait occulter les problèmes de fond rencontrés par les communautés locales et que les technologies telles que l'ADN environnemental, l'imagerie satellitaire et ChatGPT devraient être utilisées avec précaution compte tenu de leur potentiel à donner la priorité à certaines sources de connaissances plutôt que d'autres et des préoccupations relatives à une possible discrimination.

66. Une délégation a demandé si les solutions disponibles pour lutter contre les efflorescences d'algues toxiques pouvaient répondre à l'ampleur du problème. M. Anderson a noté que les progrès technologiques récents étaient encourageants, tout en soulignant qu'il était nécessaire de renforcer la capacité des pays en développement à prévenir, surveiller et contrôler efficacement ces efflorescences. Il a souligné que la coopération internationale s'imposait pour renforcer les capacités dans ce contexte, citant notamment les programmes de la FAO, de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la Santé.

67. Une délégation s'est interrogée sur les différences entre les pêches de capture orientées vers l'exportation et l'aquaculture d'exportation. M<sup>me</sup> Gephart a observé que les pêches de capture marines et l'aquaculture marine étaient davantage orientées vers l'exportation que les pêches de capture et l'aquaculture dans les eaux intérieures, dont les produits étaient généralement destinés aux marchés locaux, et qu'il était important d'approfondir la compréhension du contexte de chacun de ces secteurs pour s'assurer que les avantages économiques et autres découlant des investissements dans ces secteurs puissent se concrétiser.

68. En réponse à une question sur la mesure dans laquelle les sélections de site étaient envisagées en vue de prévenir les efflorescences d'algues toxiques, M. Anderson a noté que, dans la pratique, la disponibilité des terres et l'accès commercial étaient souvent prioritaires par rapport aux considérations relatives aux efflorescences dans les décisions de sélection, ce qui indiquait qu'à l'avenir, il faudrait accorder une attention plus ciblée aux facteurs environnementaux.

#### **Point 4 de l'ordre du jour**

##### **Coopération et coordination interinstitutions**

69. Au nom du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'ONU, le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques a fait une déclaration en sa qualité de Coordonnateur d'ONU-Océans, dans laquelle il a informé les délégations des activités poursuivies par ONU-Océans depuis la vingt-troisième réunion du Processus consultatif informel, notamment au sujet du thème central à l'examen.

70. Le Sous-Secrétaire général a souligné la déclaration d'engagement adoptée par les membres d'ONU-Océans en vue de renforcer la coopération et la coordination pour promouvoir une meilleure compréhension de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et de faciliter son entrée en vigueur et sa mise en œuvre future. Par cette déclaration, fruit d'une réunion convoquée par le Conseiller juridique de l'ONU au niveau des décideurs, les membres d'ONU-Océans se sont engagés à favoriser l'identification de synergies, le renforcement des capacités et l'échange d'informations dans le cadre de l'Accord.

71. Le Sous-Secrétaire général a également noté que, pendant la période considérée, ONU-Océans avait rédigé une communication sur les éléments à prendre en compte lors du bilan mondial prévu par l'Accord de Paris qui s'est tenu en 2023 et avait facilité la diffusion de messages communs en relation avec des processus tels que le dialogue consacré à l'océan et aux changements climatiques dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris, ainsi que la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. En tant que partenariat multisectoriel et pluridisciplinaire, ONU-Océans a continué de mettre en avant l'action collective en faveur de l'océan lors de manifestations parallèles organisées en marge de réunions intergouvernementales, notamment lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.

72. En ce qui concerne le thème principal, le Sous-Secrétaire général a rappelé qu'il était crucial de resserrer la coopération et la coordination internationales pour assurer une gestion holistique de l'océan et de ses ressources. Comme le montrent les contributions des membres d'ONU-Océans au rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer, leurs mandats et processus sont essentiels pour assurer une action coordonnée et tirer parti du potentiel de l'océan en tant que source plus durable, plus équitable et plus écologique d'aliments. En conclusion, le Sous-Secrétaire général a remercié les membres d'ONU-Océans pour leur participation aux activités communes et leurs contributions aux rapports du Secrétaire général.

**Point 5 de l'ordre du jour****Méthode de sélection des sujets et des experts visant à faciliter les travaux de l'Assemblée générale**

73. En application du paragraphe 352 de la résolution 78/69 de l'Assemblée générale, la coprésidence a invité les délégations à donner leur avis et à formuler des propositions en vue de l'élaboration d'une méthode transparente, objective et inclusive de sélection de thèmes et d'experts, afin de faciliter les consultations informelles que tenait l'Assemblée au sujet de sa résolution annuelle sur les océans et le droit de la mer.

74. Aucune déclaration n'a été faite au titre de ce point de l'ordre du jour.

**Point 6 de l'ordre du jour****Questions sur lesquelles l'Assemblée générale pourrait se pencher dans ses travaux futurs sur les océans et le droit de la mer**

75. Les Coprésidents ont appelé l'attention sur la liste des questions diverses sur lesquelles l'Assemblée générale pourrait se pencher dans ses travaux futurs et invité les représentantes et les représentants à formuler des observations à ce sujet.

76. Les Coprésidents ont également invité les représentantes et les représentants à présenter d'autres questions sur lesquelles l'Assemblée générale pourrait se pencher.

77. Aucune déclaration n'a été faite au titre de ce point de l'ordre du jour.

---